

Conjoncture agricole

Excepté en porc, les prix suivent globalement une tendance haussière sur les marchés de l'élevage, mais les éleveurs continuent de faire face à des hausses du coût des intrants (énergie, engrais, alimentation animale, ...). Certaines productions végétales spécialisées subissent les conséquences des conditions météorologiques défavorables.

La collecte régionale de lait de vache reste en repli sur les huit premiers mois comparativement à l'année dernière. En viande bovine, le prix est soutenu par une offre limitée et la demande dynamique des exportations. Les abattages régionaux de volailles progressent pour toutes les espèces hormis la pintade. Le prix des œufs progresse, mais son évolution n'est pas aussi conséquente que celles des coûts de production. Les cours de la viande porcine chutent dans un contexte de marché européen sous pression. La collecte régionale de lait de chèvre poursuit sa progression contrairement au niveau national où elle se stabilise. En production ovine, le cours de l'agneau poursuit sa hausse saisonnière.

En grandes cultures, les marchés sont fermes et volatils sur fond de demande croissante et d'adversité climatique. Le marché des filières horticole et pépinière reste dynamique. Mais certaines filières du végétal spécialisé ont été perturbées par le climat au cours du printemps : la récolte viticole est en repli, la production et la consommation de légumes ont été affectées par les conditions climatiques adverses. L'arboriculture (pomme de table) semble peu impactée, la production se maintient.

Intrants : des prix en forte hausse par suite de la reprise économique mondiale

Sur les huit premiers mois de l'année 2021, comparativement à 2020, les prix des biens et services de consommation courante enregistrent une hausse de 6,5 %, consécutive à la progression du prix de l'énergie, des engrais et des aliments du bétail.

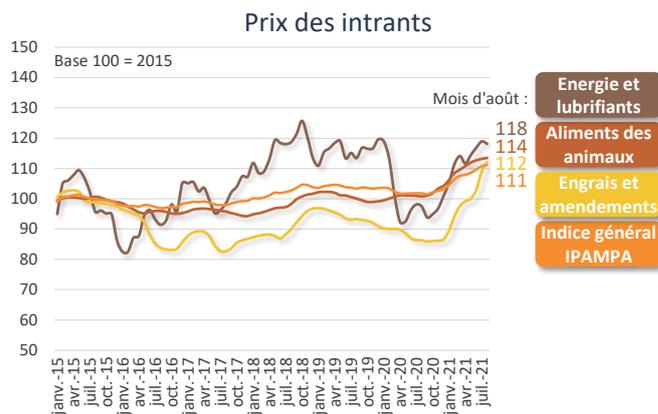
Le prix de l'énergie a fortement augmenté après octobre 2020, et sur les huit derniers mois, le prix du gazole non routier s'est accru de 21,6 % par rapport à l'année précédente.

Le prix des engrais progresse de 13,5 % sur la même période (dont +21 % pour les engrais azotés) ce qui conduit les agriculteurs à différer leurs achats.

Le prix des aliments pour animaux a augmenté de 10 % (tourteau de soja : +18 % ; céréales : +17 %).

Les biens et services voient leurs coûts augmenter de 4,1 % mais cette hausse est plus marquée pour les

bâtiments d'exploitation : +10,7 % par suite du renchérissement des matériaux. Le prix des produits de protection des cultures reste par contre stable, tout comme les frais généraux.



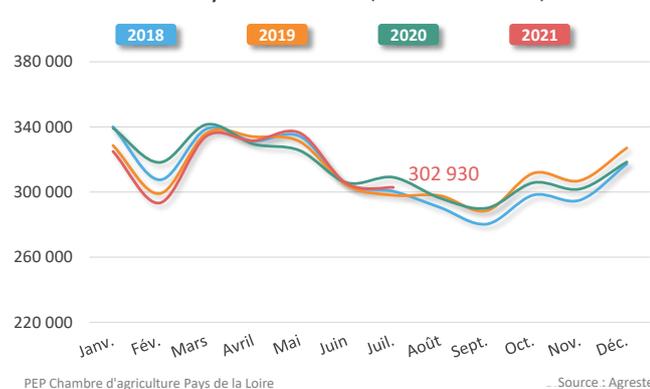
PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : INSEE

Lait de vache : collecte régionale et nationale en retrait

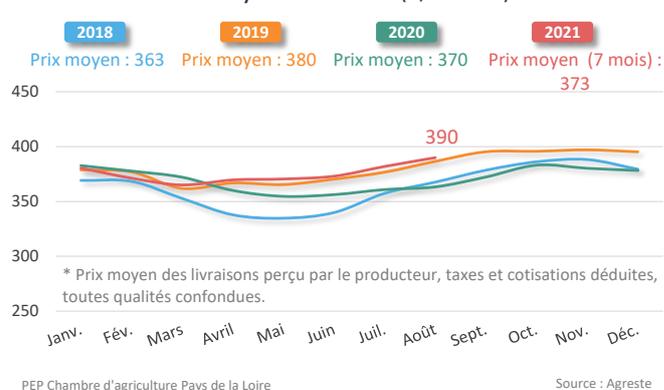
Malgré une embellie sur les livraisons au printemps, la collecte régionale cumulée est inférieure de 1,6 % à son niveau des huit premiers mois de l'année 2020 (France : -1 %).

Evolution mensuelle de la livraison de lait en Pays de la Loire (milliers de litres)



dans les grands bassins exportateurs. En cause, la hausse du prix des aliments et les conditions climatiques.

Evolution mensuelle du prix* du lait en Pays de la Loire (€/1 000 L)



Alors que les volumes de lait conventionnel se sont repliés de 3,3 % sur cette période, la collecte en agriculture biologique a progressé de 18 %. Cette forte croissance intervient dans un contexte de repli de la demande de lait biologique au premier semestre, si bien que plusieurs opérateurs ont pris des mesures de régulation (arrêt des conversions, révision du prix payé). Avec plus de 700 livreurs, le lait biologique représente aujourd'hui 7,2 % de la collecte régionale.

En Europe, la collecte laitière cède du terrain depuis cet été chez les trois principaux producteurs (Allemagne, France et Pays-Bas). Sur l'ensemble de l'Union européenne, elle ne s'accroît que de 0,5 % sur douze mois glissants.

A l'échelle mondiale, la croissance des livraisons a connu un fort ralentissement au troisième trimestre

En Pays de La Loire, le prix moyen payé au producteur, toutes qualités confondues, et pour l'ensemble du lait (conventionnel et biologique), s'établit à 390 euros/1 000 litres en août (donnée FranceAgriMer). La courbe de prix suit la tendance de 2019, et la moyenne cumulée depuis janvier, dépasse de 2,4 % son niveau de 2020.

Pour les mois à venir, la croissance modérée des disponibilités mondiales devrait peu impacter les prix.

La flambée du prix des charges aura par contre une incidence forte. Sur un an, l'indice IPAMPA lait de vache a progressé de près de 9 % par rapport à son niveau d'août 2020. Les accords avec les laiteries, qui prennent en compte l'évolution des coûts de production, devraient permettre la répercussion de cette progression sur les prix de vente.

Viande bovine : redressement des cotations pour la plupart des catégories

Depuis juillet, les prix des jeunes bovins sont orientés à la hausse et ceux des femelles se maintiennent à un bon niveau. Cette hausse est bienvenue dans un contexte de progression de 9 % du prix des charges par rapport à août 2020 (7 % par rapport à août 2019) selon les données IPAMPA viande bovine.

Plusieurs facteurs ont joué positivement sur les prix.

La consommation s'est stabilisée à un niveau robuste après les perturbations de 2020, et la baisse du cheptel, observée depuis plusieurs années, conduit à une offre plus limitée, surtout en jeunes bovins et en femelles laitières. Dans le même temps, les importations se font à des prix relativement élevés

qui ne viennent pas faire pression sur les prix français, et la demande à l'export est dynamique.

En jeunes bovins, le cours du jeune bovin R en semaine 41 (4,10 euros/kg), dépasse de 13 % son niveau de 2020 à la même date et de 8 % son niveau de 2019. Les ventes sont en effet dynamiques vers l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique, et les prix sont élevés dans toute l'Union européenne, y compris en Pologne. Le recul des abattages de jeunes bovins laitiers tend à s'accroître sur les dernières semaines.

En femelles, les prix des vaches allaitantes et laitières plafonnent. En semaine 41, le cours de la vache Charolaise R atteint 4,21 euros/kg et celui de la vache O : 3,36 euros/kg. L'offre en femelles est limitée en France et chez nos voisins européens.

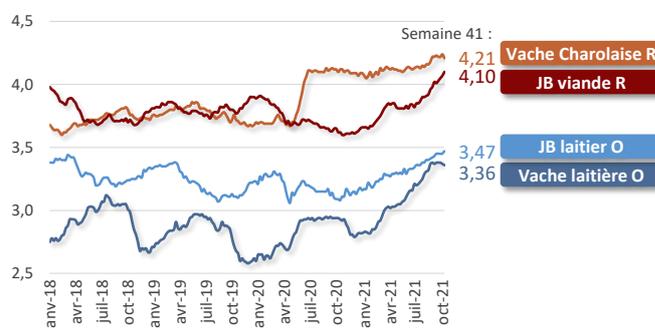
Sur le marché des broutards, les cours suivent une pente ascendante, après avoir pris du retard en début d'année (+8 %/2020 début octobre en Charolais U de 350 kg). L'offre est limitée par le recul du cheptel allaitant.

Le marché du veau de boucherie connaît une embellie récente des cours, bienvenue dans un contexte, là aussi, de forte hausse du prix des matières premières. La cotation du veau rosé clair atteint 6,15 euros/kg de carcasse en semaine 41 (+13 %/2020). L'offre est désormais inférieure à la demande par suite des mises en place peu nombreuses depuis mars 2020. Sur huit mois, les abattages sont en retrait de 4,5 % par rapport à 2019.

Les cours des veaux nourrissons connaissent leur baisse automnale liée au pic des naissances. Les exportations vers l'Espagne se maintiennent à un haut niveau alors que la demande pour

l'engraissement français est en recul. Le cours du veau mâle laitier de 45-50 kg à Château-Gontier était de 55 euros en semaine 42, c'est-à-dire à son niveau de 2019 et au-delà celui de 2020 (45 euros).

Cotations régionales gros bovins
Entrée abattoir - Bassin Grand-Ouest (€/kg)



PEP Chambre d'agriculture Pays de La Loire

Source : FranceAgriMer

Volaille de chair : production française ralentie et importations en hausse

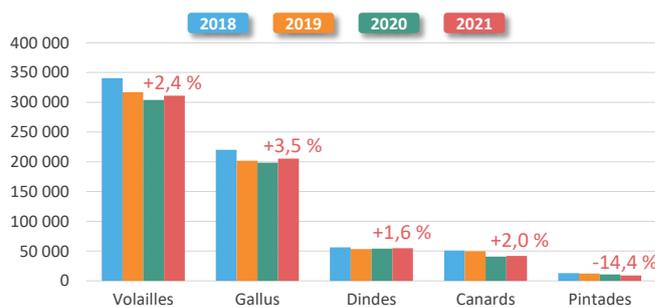
Sur neuf mois les abattages français régressent à 1 206 600 tec (-4 %) par rapport à 2020. Seuls les abattages de poulets augmentent de 2 %. La France suit la tendance de l'Union européenne dont la production recule de 4,9 % sur six mois. Les coûts de l'alimentation se maintiennent à des niveaux élevés depuis juin, après une progression marquée depuis un an (+28,9 % pour le poulet standard), du fait de l'envolée du prix des céréales.

La consommation française de viandes de volaille est en légère hausse sur huit mois comparée à 2020 (+0,4 %), soutenue par la consommation de poulets (+4,4 %) au détriment des autres espèces. La grippe aviaire a pesé sur les débouchés des autres espèces, notamment le canard. La hausse de la consommation de volaille n'a pas profité à l'origine française.

Sur huit mois, les importations ont augmenté de 14 % et représentent 39 % de la consommation intérieure. Les exportations reprennent lentement (+10,5 % sur huit mois) avec une orientation vers l'Union européenne grâce aux sorties des confinements.

En Pays de la Loire, le volume abattu en 2021 sur huit mois reste inférieur à la moyenne quinquennale. Néanmoins par rapport à 2020, sur huit mois les abattages régionaux ont augmenté à 311 001 tec (+2,4 %), malgré des disparités entre espèces : progression pour le poulet (+3,5 %), la dinde (+1,6 %) et le canard (+2 %) ; recul pour la pintade (-14,4 %).

Abattages de volailles en Pays de la Loire
Cumul janvier à août
(en tonnes)



PEP Chambre d'agriculture Pays de La Loire

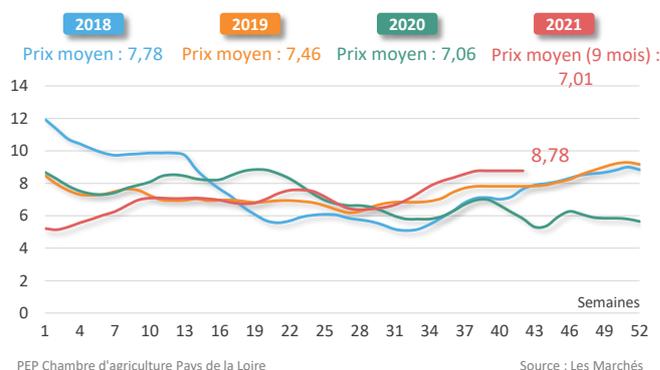
Source : Agreste - Enquête auprès des abattoirs de volailles

Œufs de consommation : la hausse des coûts freine l'effet du redressement des prix

La production nationale d'œufs de consommation sur huit mois en 2021 s'améliore par rapport à 2020 ; elle atteint 10,4 milliards d'unités (+4,1 %), dont une progression de +15,9 % d'œufs alternatifs (agriculture biologique, plein air, sol) mais 5,8 % d'œufs cage.

Après un début d'année inférieur à la moyenne 2017-19, les cotations retrouvent désormais les niveaux des années précédentes. La TNO (tendance nationale officielle) pour 100 œufs est passée de 5,15 euros en janvier à 8,78 euros actuellement. Même si la consommation d'œufs coquilles des ménages français baisse sur six mois comparée à 2020 (-9,7 %), la fin des confinements permet la reprise de la RHD et des exportations. Néanmoins, les coûts de l'alimentation progressent plus vite que les prix à la production, et la marge brute diminue.

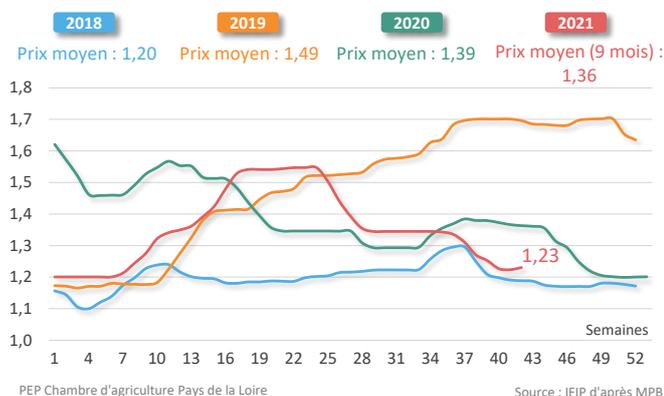
Cotations des œufs de consommation TNO
Moyenne des calibres G et M (€/100)



Viande porcine : un marché très tendu

Les cours du porc dégringolent dans l'Union européenne depuis début juin. Face au ralentissement des achats chinois ces derniers mois, l'Espagne s'est repliée sur le marché européen. Et le blocage des exportations allemandes pour cause de FPA ajoute une pression supplémentaire en Europe. La saturation du marché de l'Union européenne entraîne les cours du porc vers le bas.

Cotations du porc cadran breton (€/kg)



En France, le cours du porc (marché du Porc Breton) est descendu à 1,23 euros/kg début octobre et semble se stabiliser depuis. Ces cours bas amplifient le ciseau des prix du porc/aliment. D'autant que les cours des matières premières végétales devraient rester hauts encore quelque temps. Les exportations françaises ont progressé de 7,3 % sur les sept premiers mois 2021, avec une forte hausse vers la

Chine. Depuis quelques mois, les exportations de l'Union européenne vers la Chine se sont érodées. Elles se sont mieux maintenues pour la France qui exporte surtout des coproduits.

En 2020, la consommation de porc a été perturbée par la fermeture partielle de la RHD. Un report s'est alors opéré en partie vers la consommation à domicile. Sur l'année, la consommation a reculé de 0,9 %. Sur les sept premiers mois 2021, les achats des ménages se sont repliés de 7,1 % en porc frais et de 3,2 % pour le jambon. Et globalement, pour la consommation à domicile et hors domicile, la baisse est de 0,8 %. Nous retrouvons la dynamique d'avant la crise de la Covid-19 sur les circuits de consommation : recul de la consommation à domicile et progression de la consommation en RHD. En outre, la crise sanitaire liée à la Covid-19 a fragilisé le pouvoir d'achat. Même si la sensibilité aux produits de qualité est forte, le critère prix est très déterminant.

Les cours du porc devraient rester tendus dans les prochains mois. La Chine a connu une hausse de production porcine en 2021. Mais face à des coûts de production supérieurs au prix du porc, des élevages vont arrêter. Une reprise des achats chinois serait pressentie au mieux à partir de mars 2022. Mais, elle ne serait pas forcément accompagnée d'une forte hausse des prix, le gouvernement chinois mettra probablement tout en œuvre pour freiner la remontée des cours. Une réduction de la production porcine européenne est à prévoir en 2022 (notamment en Allemagne).

Lait de chèvre : collecte de lait stable et amélioration en filière chevreau

Cumulée à août 2021, la collecte française de lait de chèvre est stable (+0,3 %). Impactée au premier trimestre par la mauvaise qualité des fourrages de l'automne dernier, la collecte s'est redressée ensuite.

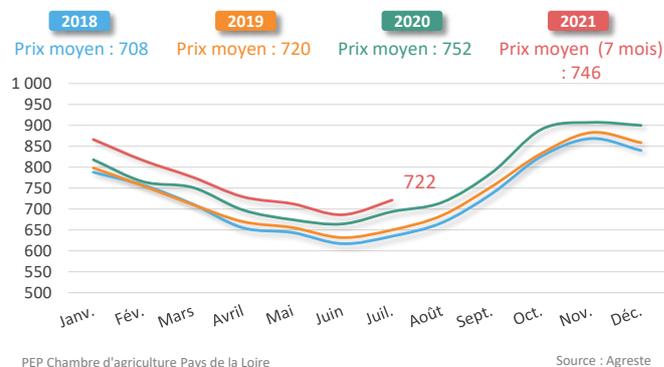
En Pays de la Loire, la progression des livraisons se poursuit : +1,6 % sur les huit premiers mois 2021. La hausse du cheptel caprin, français et ligérien, ainsi que des fourrages estivaux en quantité mais pas toujours en qualité laisseraient présager un accroissement de collecte dans les mois à venir.

Avec une baisse de 27,6 % sur les huit premiers mois 2021, les importations poursuivent leur recul. La stabilité de la collecte et le repli des importations ont amoindri les disponibilités des laiteries, avec un impact sur les fabrications. On observe un petit recul des fabrications de fromages de chèvre (-1,9 % sur huit mois), un net repli en lait conditionné (-7 % sur six mois) mais des fabrications en ultra frais en forte hausse (+6,4 % sur huit mois). Toutefois, les laiteries ont répondu aux besoins de la demande intérieure et ont développé les exportations qui ont progressé de près de 4 % sur les huit premiers mois de l'année. Les stocks de produits de report ont quant à eux diminué de 17 %. Les fabrications de fromages de chèvre en agriculture biologique ont connu un fort recul sur les huit premiers mois de l'année (-7,9 %). La consommation de ces produits ralentit après une année 2020 très dynamique.

Le prix du lait de chèvre poursuit sa hausse en 2021. Toutefois, les charges en élevage s'envolent depuis le

deuxième semestre 2020, hausse imputable au prix de l'aliment.

Evolution mensuelle du prix du lait de chèvre en Pays de la Loire (€/1 000 L)



Après une campagne de Pâques encore difficile en 2021, affectée par les stocks de 2020 qui ont pesé sur les cours, l'horizon semble se dégager en filière chevreau. En effet, la relance des exportations et l'écoulement des stocks ont permis un redressement des cours cet automne. Une bouffée d'oxygène face à la hausse des coûts des intrants alimentaires en engraissement.

La problématique du renouvellement des éleveurs est très forte en caprin et pourrait se trouver perturbée par l'envolée des coûts des matières premières du bâtiment.

Viande ovine : des disponibilités limitées sur le marché mondial

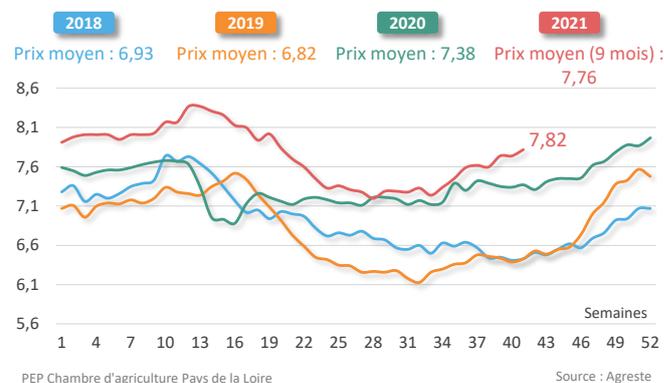
Le cours de l'agneau poursuit sa hausse saisonnière, soutenu par le manque d'offre consécutif au repli à la fois de la production nationale et des importations. En semaine 41, il atteint 7,82 euros/kg soit +6 % comparativement à 2020.

En août 2021, la production française de viande ovine recule de 6 %. Le constat diffère sur les huit premiers mois de l'année, les volumes d'abattage ont en effet progressé de 2 %. En raison des moindres disponibilités européennes et Pays tiers, les importations françaises de viande ovine enregistrent une baisse de 15 % en août par rapport à 2020 et une baisse de 4 % sur les huit premiers mois, quel que soit le pays fournisseur. Sur huit mois, la consommation française calculée par bilan est également en recul de 1 %.

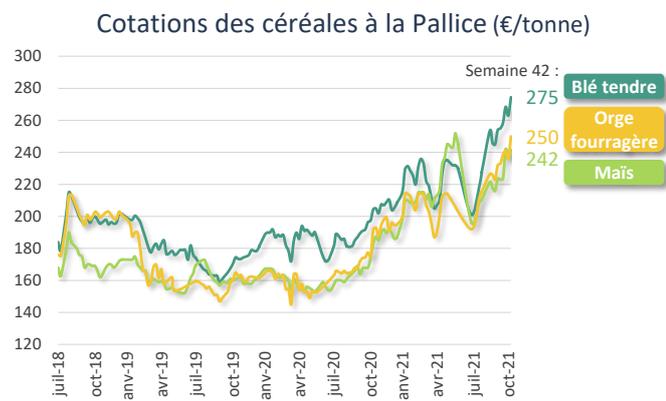
Sur le marché européen, l'offre reste limitée à l'exception de l'Espagne (maintien de la production et hausse des exportations). En Océanie, les

exportations restent dynamiques avec une poursuite de la recapitalisation du cheptel australien.

Cotation régionale agneaux 3 (couvert), 16 à 19 kg, classe U - Entrée abattoir - Zone Nord (€/kg)



Céréales : fortes tensions sur les marchés



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.

Les cotations des céréales sont fermes. L'offre, bien qu'augmentant sur un an, est estimée plus faible que prévu et la demande est croissante. Plusieurs facteurs sont impliqués dans ce déséquilibre.

Premièrement, le prix de l'énergie en hausse et la congestion du fret maritime, du fait de la reprise économique post-confinement, engendrent des surcoûts sur les échanges internationaux.

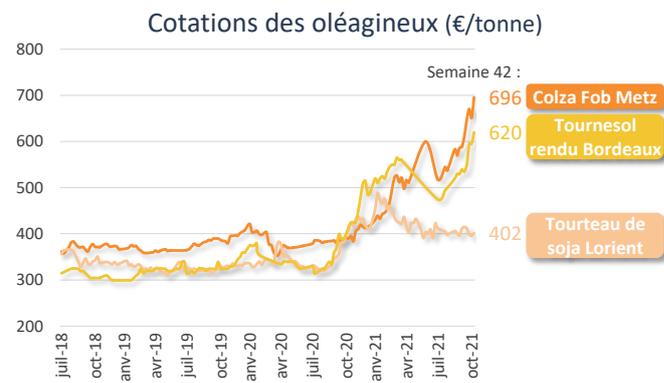
Deuxièmement, des aléas climatiques ont impacté les récoltes. Dans l'hémisphère nord, la sécheresse au Canada et aux Etats-Unis ont réduit la production de blé tendre (-38,3 % et -7,1 %), de blé dur (-46,1 % et -49,6 %) et d'orge (-33,5 % et -36,2 %). Le retard des moissons du blé en France à cause des intempéries, puis du maïs en France et Ukraine ont aussi soutenu les cours. En Russie, le climat très sec diminuerait la production de blé tendre (-12,1 %). Dans l'hémisphère sud, l'Argentine fait face à un risque d'épisode la Niña, amenant des incertitudes sur la récolte de maïs.

Mais c'est surtout la forte demande mondiale de céréales qui conduit la hausse des cours, comme l'illustrent les nombreux achats de ces derniers mois et l'appétit chinois. Le maïs est également très sollicité aux Etats-Unis pour l'éthanol. Par rapport à 2020, selon le CIC l'offre mondiale de maïs et de blé tendre progresserait (+4,1 % et +1 %), mais plus lentement que la demande (+4,3 % et +1,7 %). Tandis que l'offre de blé dur et d'orge diminuerait (-5,7 % et -5,9 %), mais plus vite que la demande (-1,7 % et -3,9 %).

D'après Agreste, la récolte française de céréales augmenterait : blé tendre (+20,8 %) mais les pluies estivales ont affecté la qualité jugée moyenne, blé

dur (+17,8 %), maïs (+4,3 %) et orge (+9,6 %). En Pays de la Loire, les bons rendements élèveraient aussi les productions : blé tendre (+57,8 %), blé dur (+55,8 %) et maïs (+14,9 %).

Oléagineux : le cours du colza bat de nouveaux records



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.

La graine de colza connaît un nouveau record (696 euros/tonnes Fob Metz) et la graine de tournesol suit ce sillage (620 euros/tonnes Rendu Bordeaux). Trois événements expliquent ces envolées.

Tout d'abord, la production d'huile de palme en Malaisie a été ralentie par la pénurie de main d'œuvre étrangère due au confinement. L'huile de colza devient alors l'alternative. Aussi, la demande d'huiles est forte comme peut l'illustrer la baisse des taxes à l'import sur les huiles en Inde.

De plus, les restrictions de l'OPEP et la forte demande mondiale ont poussé le prix du pétrole au-delà de 80 dollars (+50 % en dix mois), profitant ainsi au biodiesel.

Enfin, d'après le CIC l'offre mondiale de colza diminuerait de 6,7 % par rapport à 2020. En cause, la production de canola au Canada qui chute de 34 %, en raison de la sécheresse. En France, malgré les bons rendements, la récolte de colza stagne à 3,3 millions de tonnes du fait de la baisse des surfaces ensemencées.

Quant au cours du soja, il ne suit pas la tendance haussière oléagineuse : les prévisions des récoltes aux Etats-Unis et Brésil sont bonnes, et les achats chinois ralentissent.

Viticulture : recul de la récolte 2021

D'après Agreste Pays de la Loire, les prévisions de récolte s'annoncent faibles en Loire-Atlantique avec moins de 234 000 hl de vin dont 140 000 hl en AOP. En Maine-et-Loire, elles s'élèvent à 946 000 hl dont 850 000 hl en AOP. Ces baisses de récolte font suite au très fort impact des épisodes de gel que les vignobles ont subi au cours du printemps.

D'après l'observatoire économique du Val de Loire des achats du négoce, le début de campagne 2020-21 est plus calme pour les vins du Vignoble nantais, les vendanges ayant été plus tardives. Les transactions ont par compte été réalisées avec des cours globalement à la hausse. Le même constat est fait pour les vins d'Anjou-Saumur, tant sur le rythme des transactions que sur le niveau des prix.

S'agissant de la campagne 2020-21, le bilan des ventes des vins du Vignoble nantais au négoce fait état d'une hausse des volumes sur fond de prix variables. Pour les appellations Anjou-Saumur, les volumes sont également en progression, mais les prix ont globalement reculé.

En grandes surfaces, malgré le dynamisme des blancs, le marché des vins tranquilles recule de 1,4 % en France sur les douze derniers mois arrêtés au 30 juin 2021, pénalisé par les rouges et les rosés. Le Val de Loire participe à l'engouement général pour les blancs, parmi lesquels on retrouve les progressions des Coteaux du Layon, du Muscadet AC et du Muscadet Sèvre-et-Maine sur Lie. Le marché des fines bulles de Loire se redresse suite au printemps 2021 dynamique, mais reste en retrait de 4 % sur les douze derniers mois.

Selon les dernières données publiées par InterLoire, les exportations des vins de Val de Loire ont progressé sur les douze derniers mois arrêtés au 31 juillet dernier, tant en volume, qu'en valeur. Le Crémant de Loire devient l'AOP ligérienne la plus consommée hors des frontières françaises. En troisième position, le Muscadet connaît également une belle croissance.

Horticulture et pépinière : une très bonne activité

Après un printemps très bon, à la fois sur les plantes ornementales et les plants potagers, l'été s'est poursuivi sur la même dynamique pour l'horticulture. Seules les ventes de plantes aromatiques ont été peu soutenues, la météo maussade de l'été n'ayant pas été favorable à leur consommation. En automne, l'activité se concentre à la Toussaint et à la vente de chrysanthèmes. Notons que de nombreux producteurs ont arrêté la production de chrysanthèmes avec une demande qui diminue au fil des années. Toutefois, pour ceux qui continuent à produire, la saison de Toussaint 2021 s'est très bien passée. Comme pour de nombreuses filières, l'horticulture n'est pas épargnée par l'augmentation du prix des intrants (engrais, terreau,...) qui affecte les coûts de production.

Le printemps et l'automne se sont avérés excellents en pépinière créant des pénuries dans le secteur. La demande a été très forte à la fois chez les particuliers

mais aussi sur le marché du paysage et des collectivités. La pénurie européenne a favorisé l'approvisionnement national et a changé les habitudes d'achat (anticipation, davantage de contractualisation...). L'inquiétude est de mise pour le printemps prochain, les pépiniéristes auront du mal à fournir la demande par manque sur des lignes de production et par défaut de livraison de jeunes plants.

La filière d'horticulture pépinière a été mise en difficulté lors du premier confinement au printemps 2020 lié à la crise de la Covid-19. Puis l'activité est repartie à la hausse. Alors que la filière souffrait depuis plusieurs années d'une disparition d'entreprises, on observe très récemment une dynamique inverse avec une reprise marquée d'entreprises et l'arrivée de jeunes. Mais la filière est confrontée à un défi majeur qui s'est accentué avec la crise sanitaire : l'attractivité de l'emploi et le maintien de l'emploi salarié dans ce secteur.

Légumes : demande peu dynamique

Après un été pluvieux et une demande estivale de légumes peu dynamique, le mois de septembre a été plus ensoleillé et plus favorable à la consommation des légumes d'été. Les conditions climatiques sont devenues plus automnales en octobre, mais les températures demeurent encore douces pour inciter à la consommation de produits hivernaux.

Le marché de la tomate est resté difficile en octobre face à une demande en berne. Dans ce contexte, le produit s'est retrouvé en crise conjoncturelle du 7 au 12 octobre. A l'approche de la fin de la campagne, la réduction de l'offre permet un rééquilibrage avec la faible demande.



Après un mois d'août difficile, le marché du concombre revient à l'équilibre courant septembre grâce aux conditions climatiques ensoleillées qui soutiennent la demande et le repli de la production française en cette fin de campagne.

La production de salades a été perturbée par lapluviométrie excessive jusqu'à la mi-août et des orages en septembre. L'offre semble cependant avoir été suffisante pendant cette période face à une demande peu dynamique.

En radis, la concurrence encore marquée des ceintures vertes limite les expéditions de radis

courant septembre. Le début de l'automne est marqué par un regain d'intérêt en partie lié à une concurrence nationale moins forte.

La campagne de poireau d'automne hiver qui représente 40 % à 45 % de la production régionale de poireau démarre lentement et à de bas niveaux de prix compte tenu de la douceur des températures.

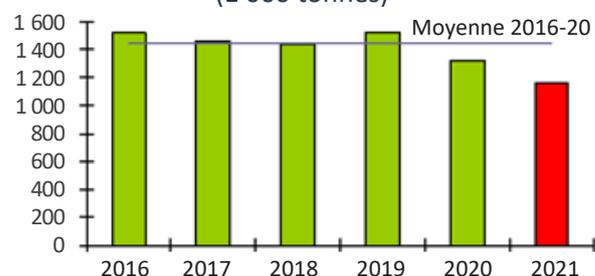
Fin septembre, la récolte de l'oignon jaune se termine avec des rendements en baisse, conséquence de la pluviométrie estivale. Dans ce contexte, le marché s'annonce haussier. La production de l'échalion est par ailleurs jugée de bonne qualité.

Pomme de table : stabilité attendue de la récolte 2021 comparée à 2020 en Pays de la Loire, contrairement à la tendance nationale

La production française de pommes devrait diminuer de 12 % en 2021 par rapport à celle de l'an dernier déjà faible, et de 19 % par rapport à la moyenne quinquennale 2016-20 (estimation Agreste). La variété Granny Smith est la plus touchée (-16 %), tandis que la Golden est plus épargnée (-4 %). En cause, le gel important du printemps, alors que la production s'annonçait élevée. Les régions les plus touchées sont PACA et Auvergne Rhône Alpes avec des baisses de récolte respectives de 35 % et 45 %.

En Pays de la Loire, le gel aurait par contre peu affecté le potentiel de production, qui s'annonce équivalent à celui de 2020 et inférieur de 8 % à la moyenne triennale selon les données de l'ANPP (Association Nationale Pommes Poires). Faut de chaleur estivale, les taux de sucre sont réduits. Les fruits sont majoritairement de petit calibre avec une bonne coloration. La qualité est correcte malgré quelques défauts superficiels consécutifs au gel. L'état sanitaire des vergers est globalement satisfaisant.

Evolution de la production nationale de pommes (1 000 tonnes)



Source : Agreste

La commercialisation a commencé avec une semaine de retard. En cumul depuis le début de la campagne, les volumes expédiés sont bons vers la Grande-Bretagne, la Scandinavie, la Péninsule ibérique. On observe par contre un retard sur le marché français, vers l'Allemagne, ainsi que vers les Pays tiers.

En ce début de campagne 2021-22, les prix sont favorablement orientés, car ils sont soutenus par le déficit de production. Sur le mois de septembre, les prix au départ des stations sont supérieurs de 5 % à ceux du même mois de l'an passé (source: ANPP).



Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale «développement agricole et rural»



Contacts Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Pierre-Yves AMPROU	Tél. 02 41 18 60 60	Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr
Christine GOSCIANSKI	Tél. 02 41 18 60 57	Mail : christine.goscianski@pl.chambagri.fr
Clémentine LIBEER	Tél. 02 41 18 60 51	Mail : clementine.libeer@pl.chambagri.fr
Eliane MORET	Tél. 02 43 67 37 09	Mail : eliane.moret@pl.chambagri.fr
Nicolas ROUAULT	Tél. 02 41 18 60 36	Mail : nicolas.rouault@pl.chambagri.fr